

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D.
Europe.....	38.000 F	19.000 F		Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS

**08 novembre 2018-Décret n°2018-0859/PM-RM** portant nomination d'un Conseiller technique au Cabinet du Premier ministre.....**p.1782**

**Décret n°2018-0860/PM-RM** portant nomination d'un Chargé de mission au Cabinet du Premier ministre.....**p.1783**

**Décret n°2018-0861/P-RM** portant nomination d'un Chargé de mission au Cabinet du ministre des Infrastructures et de l'Equipement.....**p.1783**

**08 novembre 2018-Décret n°2018-0862/P-RM** portant nomination d'un Chargé de mission au Cabinet du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....**p.1783**

**Décret n°2018-0863/P-RM** portant nomination d'un Chargé de mission au Cabinet du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation....**p.1784**

**Décret n°2018-0864/P-RM** portant nomination au Ministère des Mines et du Pétrole.....**p.1785**

**Décret n°2018-0865/P-RM** portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Sciences humaines.....**p.1785**

---

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**08 novembre 2018-Décret n°2018-0866/P-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de construction des lignes 225 KV prioritaires et de réhabilitation des ouvrages de Manantali II.....p.1786

**Décret n°2018-0867/P-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de la centrale hydroélectrique de Kénié et des lignes de transport d'énergie électrique.....p.1787

**Décret n°2018-0868/P-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique la mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion des aires protégées du Mandé-Wula et Nema-Wula.....p.1788

**Décret n°2018-0869/P-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement des marigots Tienkolé en Commune I et Woyowayanko en Commune IV du District de Bamako dans le cadre du drainage des eaux pluviales de Bamako.....p.1789

**Décret n°2018-0870/PM-RM** portant nomination d'un Conseiller spécial du Premier ministre.....p.1790

**Décret n°2018-0871/PM-RM** portant nomination Chargé de mission au Cabinet du Premier ministre.....p.1791

**Décret n°2018-0872/PM-RM** portant nomination d'un Chargé de mission au Cabinet du Premier ministre.....p.1791

**13 novembre 2018-Décret n° 2018-0873/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p.1791

**Annonces et communications.....p.1792**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°2018-0859/PM-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER TECHNIQUE AU CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

#### **DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Séni TOURE**, n° mle 931-61-E, Administrateur civil, est nommé **Conseiller technique** au Cabinet du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**DECRET N°2018-0860/PM-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Modibo SERITA**, Ingénieur des Eaux et Forêts, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

-----

**DECRET N°2018-0861/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n° 142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Yamoussa TRAORE**, Economiste, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du ministre des Infrastructures et de l'Equipelement.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre des Infrastructures et de l'Equipelement,**  
**Madame TRAORE Seynabou DIOP**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0862/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n° 142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Madame **TOUNKARA Adam GUITTEYE**, Gestionnaire des Ressources Humaines, est nommée **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2017-0507/P-RM du 12 juin 2017 portant nomination au Cabinet du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en ce qui concerne Madame **CISSE Nana Aïcha**, Assistante médicale spécialité Anesthésie-réanimation, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,**  
**Docteur DIAKITE Aïssata Kassa TRAORE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2018-0863/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n° 142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Maliki MAHAMANE**, Gestionnaire des Ressources humaines, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2018-0180/P-RM du 19 février 2018 portant nomination de Monsieur **Allaye Oumar GUINDO**, Socio-anthropologue, en qualité de **Chargé de mission**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0864/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au Ministère des Mines et du Pétrole en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Lamine Alexis DEMBELE**, N°Mle 415-41 X, Ingénieur géologue et géomaticien ;

**Conseiller technique :**

- Monsieur **Karim BERTHE**, N°Mle 0116-248 A, Ingénieur de l'Industrie et des Mines ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Baba Oumar SOW**, Juriste ;  
- Monsieur **Boubacar SISSOKO**, Journaliste ;  
- Monsieur **Abdourhamane MAIGA**, Ingénieur en Informatique ;

**Attaché de Cabinet :**

- Madame **SISSOKO Djénéba BALLO**, Gestionnaire d'Entreprise.

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumevlou Boubève MAIGA**

**Le ministre des Mines et du Pétrole,**  
**Madame LELENTA Hawa Baba BA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0865/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut des établissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu l'Ordonnance n°02-057/P-RM du 05 juin 2002 portant création de l'Institut des Sciences humaines ;

Vu le Décret n°06-477/P-RM du 09 novembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut des Sciences humaines ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés au Conseil d'administration de l'Institut des Sciences humaines en qualité de :

**Président** : le ministre chargé de la Recherche scientifique ou son représentant ;

**Membres** :

- Monsieur **Diakaridia DEMBELE**, représentant le ministre chargé des Finances ;

- Monsieur **Bouraïma FOFANA**, représentant le ministre chargé de la Culture ;

- Monsieur **Sanidiè TOURE**, Directeur général de l'Institut d'Etudes et de Recherche en Géronto-Gériatrie (Maison des Aînés) ;

- Professeur **Abdoulaye Salim CISSE**, Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;

- Professeur **Abdoulaye DABO**, Directeur général du Centre national de la Recherche scientifique et technologique ;

- Professeur **Samba DIALLO**, Recteur de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako ;

- Monsieur **Moulaye COULIBALY**, Directeur national du Patrimoine culturel ;

- Monsieur **Salia MALLE**, Directeur général du Musée national du Mali ;

- Monsieur **Badra Alou TRAORE**, Attaché de Recherche, représentant le personnel de l'Institut ;

- Monsieur **Philibert SYLLA**, Maître principal de l'Enseignement fondamental, représentant le personnel de l'Institut.

**Article 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Décret n°2015-0171/P-RM du 11 mars 2015 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Institut des Sciences humaines, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique,**  
**Professeur Assétou Founè SAMAKE MIGAN**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0866/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LIGNES 225 KV PRIORITAIRES ET DE REHABILITATION DES OUVRAGES DE MANANTALI II**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-020 du 20 mai 2001 relative aux pollutions et nuisances ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2010-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la gestion des ressources du domaine forestier national ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°96-133/P-RM du 29 décembre 1996 portant protection de l'environnement à l'occasion de la réalisation des grands travaux ;

Vu le Décret n°01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°02-111/P-RM du 06 mars 2002 déterminant les formes et conditions de gestion des terrains des domaines publics immobiliers de l'Etat et des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°05-113/P-RM du 09 mars 2005 fixant les règles applicables aux différentes catégories de servitudes en matière d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux de construction des lignes 225 kV prioritaires et de réhabilitation des ouvrages de Manatali II.

**Article 2** : Les propriétés privées atteintes par les travaux font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

**Article 3** : Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par les travaux.

**Article 4** : Les indemnités d'expropriation sont supportées par le Budget national.

**Article 5** : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Energie et de l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,  
Madame KEITA Aïda M'BO**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Sambou WAGUE**

-----  
**DECRET N°2018-0867/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KENIE ET DES LIGNES DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-020 du 20 mai 2001 relative aux pollutions et nuisances ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2010-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la gestion des ressources du domaine forestier national ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°96-133/P-RM du 29 décembre 1996 portant protection de l'environnement à l'occasion de la réalisation des grands travaux ;

Vu le Décret n°01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°02-111/P-RM du 06 mars 2002 déterminant les formes et conditions de gestion des terrains des domaines publics immobiliers de l'Etat et des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°05-113/P-RM du 09 mars 2005 fixant les règles applicables aux différentes catégories de servitudes en matière d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement hydroélectrique de Kénié et des lignes de transport d'énergie électrique le reliant au réseau interconnecté.

**Article 2** : Les propriétés privées atteintes par les travaux font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

**Article 3** : Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par les travaux.

**Article 4** : Les indemnités d'expropriation sont supportées par le Budget national.

**Article 5** : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Energie et de l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,  
Madame KEITA Aïda M'BO**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Sambou WAGUE**

-----

**DECRET N°2018-0868/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES AIRES PROTEGEES DU MANDE-WULA ET NEMA-WULA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-020 du 20 mai 2001 relative aux pollutions et nuisances ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2010-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la gestion des ressources du domaine forestier national ;

Vu la Loi n°2014-062 du 29 décembre 2014 déterminant les principes et les conditions de gestion de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu Loi n° 2018-036 du 27 juin 2018 fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°96-133/P-RM du 29 décembre 1996 portant protection de l'environnement à l'occasion de la réalisation des grands travaux ;

Vu le Décret n°01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°02-111/P-RM du 06 mars 2002 déterminant les formes et conditions de gestion des terrains des domaines publics immobiliers de l'Etat et des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°05-113/P-RM du 09 mars 2005 fixant les règles applicables aux différentes catégories de servitudes en matière d'urbanisme ;



Vu le Décret n°10-091/P-RM du 15 février 2010 portant classement de la Réserve de faune du Mandé-Wula ;

Vu le Décret n°10-092/P-RM du 15 février 2010 portant classement de la Réserve de faune du Nema-Wula ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Est autorisée et déclarée d'utilité publique la mise en œuvre du Plan d'aménagement et de gestion du Complexe des Aires protégées du Mandé-Wula et Nema-Wula, approuvé par l'Arrêté n°2015-3671/MEADD-SG du 09 octobre 2015, dans les Communes rurales de Gadougou I, de Gadougou II et de Koulou-Baléa, dans le Cercle de Kita, dans la Région de Kayes.

**Article 2 :** Les propriétés privées atteintes par les travaux font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

**Article 3 :** Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par les travaux.

**Article 4 :** Les indemnités d'expropriation sont supportées par le Budget national.

**Article 5 :** Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Elevage et de la Pêche et le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Agriculture,  
Docteur Nango DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,  
Docteur KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,  
Madame KEITA Aïda M'BO**

-----  
**DECRET N°2018-0869/P-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES MARIGOTS TIENKOLE EN COMMUNE I ET WOYOWAYANKO EN COMMUNE IV DU DISTRICT DE BAMAKO DANS LE CADRE DU DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°01-020 du 20 mai 2001 relative aux pollutions et nuisances ;

Vu la Loi n°02-016 du 03 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu la Loi n°2010-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la gestion des ressources du domaine forestier national ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier ;

Vu le Décret n°96-133/P-RM du 29 décembre 1996 portant protection de l'environnement à l'occasion de la réalisation des grands travaux ;

Vu le Décret n°01-040/P-RM du 02 février 2001, modifié, déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°02-111/P-RM du 06 mars 2002 déterminant les formes et conditions de gestion des terrains des domaines publics immobiliers de l'Etat et des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°05-113/P-RM du 09 mars 2005 fixant les règles applicables aux différentes catégories de servitudes en matière d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement des Marigots Tienkole en Commune I et Woyowayanko en Commune IV du District de Bamako.

**Article 2 :** Les propriétés privées atteintes par les travaux font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

**Article 3 :** Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par les travaux.

**Article 4 :** Les indemnités d'expropriation sont supportées par le Budget national.

**Article 5 :** Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre de l'Energie et de l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Environnement,  
de l'Assainissement et du Développement durable,  
Madame KEITA Aïda M'BO**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Sambou WAGUE**

**DECRET N°2018-0870/PM-RM DU 08  
NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION  
D'UN CONSEILLER SPECIAL DU PREMIER  
MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'Inspecteur général de Police à la retraite **Namakoro DIARRA**, est nommé **Conseiller spécial** du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**DECRET N°2018-0871/PM-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Massoudou CISSE**, Consultant en Environnement, est nommé **Chargé de mission**, au Cabinet du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**DECRET N°2018-0872/PM-RM DU 08 NOVEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MISSION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Amadou Saly CISSE**, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 08 novembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**DECRET N° 2018-0873/P-RM DU 13 NOVEMBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n° 91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Son Excellence Monsieur **Paul FOLMSBEE**, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en fin de mission au Mali, est nommé au grade **d'Officier de l'Ordre National du Mali à titre étranger**.

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 13 novembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**ANNONCES ET COMMUNICATIONS**

**Suivant récépissé n°018/P-CKBA** en date du 20 juillet 2015, il a été créé une association dénommée : «Association pour la promotion des initiatives locales de gestion des ressources naturelles» «SIKIDA YIRIWA», en abrégé (AGRN Kba).

**But :** Créer un cadre d'échange entre les membres de l'association ; améliorer les capacités de gestion de l'environnement des membres de l'association ; améliorer les conditions de gestion des ressources naturelles ; mettre en synergie les capacités, les expertises internes et externes en matière des gestions des ressources naturelles ; renforcer la gouvernance locale en gestion des ressources naturelles et particulièrement ; renforcer les capacités des membres par des formations et des informations sur la loi forestière au Mali ; sensibiliser les populations, les collectivités à adopter un changement de comportement sur la gestion des ressources naturelles ; sensibiliser les collectivités pour la signature des conventions locales pour la gestion des ressources naturelles.

**Siège Social :** Kolondièba ville.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président :** Daouda DOUMBIA

**Vice-président :** Adama K. KONE

**Secrétaire général :** Ali OUATTARA

**Secrétaire général adjoint :** Tième KONE

**Secrétaire administratif :** Pierre BAGAYOGO

**Secrétaire aux finances :** Fatoumata L. SANGARE

**Trésorier général :** Salif BALLOMM

**Secrétaire au développement :** Mohamed COUMARE

**Secrétaire à l'information et à la communication :**  
Oumar KONE

**Secrétaire à l'information et à la communication adjoint :** Inza DOUMBIA

**Secrétaire à la promotion et à la protection de l'environnement :** Karim KONATE

**Secrétaire à la promotion et à la protection de l'environnement adjointe :** Korotoum SANGARE

**Secrétaire aux changements climatiques :**  
Souleymane DIARRA

**Secrétaire à l'organisation :** Seydou DIALLO

**Secrétaire à l'organisation adjoint :** Bourama DIARRA

**Secrétaire aux conflits :** Yaya KONATE

**Commissaire aux comptes :** Assitan KONE

-----

**Suivant récépissé n°0473/G-DB** en date du 07 juin 2018, il a été créé une association dénommée : «Association Progrès - Santé - Education», en abrégé (A.P.S.E).

**But :** Participer au développement de l'économie, de la santé et de l'éducation au Mali, etc.

**Siège Social :** Niamakoro, rue 188, porte 120.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président :** Abdoul Karim SIDIBE

**Vice président :** Sadam AG ALFIZAZI

**Secrétaire général :** Aly Amadou SANGARE

**Trésorier général :** Modibo DABO

**Secrétaire au développement social :** Oumar Mamadou TRAORE

**Secrétaire à l'éducation :** Simbo KEÏTA

**Secrétaire à la santé publique l'assainissement :**  
Adama YENA

**Secrétaire à l'information et à la communication :**  
Mamadou CISSE

**Secrétaire à l'organisation :** Massiré KEÏTA

**Secrétaire aux comptes :** Miyarata Ag Almostapha

**Secrétaire à la médiation :** Mamadou DOUCOURE

**Secrétaire aux activités sportives :** Boneta KAMISSOKO

**Secrétaire aux relations extérieures :** Mahamadou M. KEÏTA

**Conseiller juridique :** Souleymane NIAMALY

**Suivant récépissé n°585/P-CS** en date du 02 octobre 2018, il a été créé une association dénommée : «Association Action Jeune pour le Développement de Sikasso», en abrégé (A.J.D.S).

**But** : Favoriser les relations fraternelles entre ses membres ; assurer un bon processus de développement présent et futur tout en encourageant la participation des jeunes aux processus de développement du Cercle ; renforcer l'esprit de citoyenneté de la jeunesse à travers l'information et la formation ; promouvoir l'éducation de la jeunesse au respect des valeurs de la société ; renforcer la cohésion sociale ; favoriser les échanges et les actions dans le cadre social et culturel ; mobiliser les jeunes pour la consolidation des rapports entre eux.

**Siège Social** : Kaboïla II dans la Commune Urbaine de Sikasso.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mamary KEÏTA

**Vice président** : Kalifa KEÏTA

**Secrétaire administratif** : Mamadou TRAORE

**Secrétaire à l'organisation** : Safiatou KENE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Seydou TRAORE

**Secrétaire aux relations extérieures adjointe** : Assan SECK

**Secrétaire à l'information** : Mariam SANOGO

-----  
**Suivant récépissé n°0667/G-DB** en date du 03 octobre 2018, il a été créé une association dénommée : «Alliance Guidimagaremou Onkefi», (langue Sarakolé qui signifie entente entre les fils de Guidimaga), en abrégé (A.B.C).

**But** : Mener des actions de concertation avec les autorités locales, nationales et internationales pour contribuer à planifier et réaliser le tronçon de route RN21 reliant Kayes et la frontière Mauritanienne au nord, etc.

**Siège Social** : N'Golonina, rue 271 porte 33.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Présidente d'honneur** : Député Ouali DIAWARA

**Président d'honneur** : Député Hamady CAMARA

**Présidente** : Mme Dado CAMARA épouse Diawara

**Secrétaire général** : Adama SOUMARE

**Secrétaire général adjoint** : Gané CAMARA

**Trésorière** : Mme Maïmouna NIARE

**Trésorière adjointe** : Mme Ramata BAH épouse Diawara.

-----  
**Suivant récépissé n°172/P-C-KLA** en date du 10 octobre 2018, il a été créé une association dénommée : «Mouvement pour le Développement du Mali», en abrégé (MDM).

**But** : Unifier les rangs face aux différents défis, aider ceux qui sont dans les besoins, et consolider le patriotisme chez les peuples ; cultiver la jeunesse par les moyens efficaces, les arts et les technologies, tout en contribuant dans l'intégration culturelle afin de faciliter la communication et la cohésion dans la société ; faire la promotion des cultures et civilisations, et développer les capacités intellectuelles sur la créativité et la recherche dans les domaines économiques et administratifs, ainsi la consolidation de l'agriculture, pêche et l'élevage.

**Siège Social** : Koutiala A / Hamdallaye.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Présidente d'honneur** : Mme DIARRA Lala TRAORE

**Président d'honneur** : Honorable Bacari KONE

**Président** : Aboubacar SIDIBE

**Vice président** : Billali DEMBELE

**Secrétaire général** : Amadou SOW

**Secrétaire administratif** : Soungalo KONE

**Secrétaire administratif adjoint** : Salif KONE

**Secrétaire à la communication** : Samba BOCOUM

**Trésorier** : Kola KARAMBE

**Trésorier adjoint** : Aly DIALLO

**Commissaire aux comptes** : Mahmoud SIDIBE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Ousmane F. SIDIBE

**Porte-parole** : Ibrahim SIDIBE

**Secrétaire au développement** : Dio DIOMA

**Secrétaire au développement adjoint** : Mamadou DIAKITE

**Secrétaire à l'organisation** : Salif DEMBELE

**Secrétaire aux finances** : Adama DIALLO

**Secrétaire à l'élevage et agriculture** : Mahmoud BARRY

**Secrétaire à l'élevage et agriculture adjoint** : Brahim MALLE

**Secrétaire à l'éducation et à la formation** : Abdrahmane FANNE

**Coutumier et religieux** : Ousmane MOUHAMAD

**Secrétaire à la promotion de femmes** : Djénèba CISSE

**Secrétaire aux conflits** : Daouda SANOGO

**Secrétaire à la culture et à la promotion** : Yadema SIDIBE

-----  
**Suivant récépissé n°0699/G-DB** en date du 12 octobre 2018, il a été créé une association dénommée : «Mouvement Motocyclistes "Lakana Ton"», en abrégé (MM-LT).

**But** : La réduction des accidents de circulation impliquant les motocyclistes et de leur faire connaître leurs droits et devoirs dans la gestion des affaires publiques ; améliorer les conditions de vie des motocyclistes à travers des actions humanitaires, etc.

**Siège Social** : Korofina Nord, rue 380, porte 204.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU** :

**Président** : Gaoussou KALAPO

**Secrétaire général** : Lasseni TRAORE

**Secrétaire administratif** : Abdramane OUATTARA

**Trésorier** : Seydou SANGARE

**Trésorier adjoint** : Mamadou YARA

**Secrétaire à l'organisation** : Amadou MAÏGA

**Secrétaire adjoint à l'organisation** : Ousmane SOUMA

**Secrétaire aux conflits** : Fatoumata TOGORA

**Secrétaire chargé à la formation** : Issa TRAORE

**Secrétaire chargé à l'action humanitaire et à la mutualité** : Tabémon KASSOGUE

**Secrétaire chargé à l'information** : Ousmane N'DIAYE

**Secrétaire adjoint chargé à l'information** : Ousmane SIDIBE

**Secrétaire aux comptes** : Mohamed SAMASSEKOU

**Secrétaire chargé aux projets** : Moussa TOURE

**Secrétaire chargé aux relations extérieures** : Mme TRAORE Oumou

-----  
**Suivant récépissé n°0815/G-DB** en date du 23 novembre 2018, il a été créé une association dénommée : «Association pour le Développement Solidaire et la Promotion de l'Employabilité des Jeunes et des Groupes Sociaux Vulnérables au Mali», en abrégé (A.D.S.P.E-MALI)

**But** : Accompagner les organisations, publiques et privées, maliennes et étrangères, ainsi que les individus dans la mise en place, le développement, la production, etc.

**Siège Social** : Faladiè Sema, Rue 840, porte 12.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU** :

**Président** : Mamadou NIANG

**Vice-président** : Baber TANDINA

**Secrétaire général** : Kader TRAORE

**Secrétaire général adjoint** : Oussoumane TOURE

**Trésorier Général** : Boïtié SINAYOGO

**Trésorier général adjoint** : Mamadou TRAORE

**Secrétaire à l'organisation** : Bakary NIMAGA

**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Hamedy Baye HAÏDARA

**Secrétaire administratif** : Ousmane TOURE

**Secrétaire administratif adjoint** : Ibrahima SINAYOGO

**Secrétaire aux relations extérieures** : Issa GUINDO

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint** : Zakaria MAÏGA

**Secrétaire au développement social** : Mme SYMPARA Assitan KEÏTA

**Secrétaire au développement social adjoint** : Kassoum COULIBALY.

**BILAN**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA

ETAT : MALI

2018/06/30

ML102

P

C date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	59 555	53 708
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	0	0
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	50 156	24 955
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	370 576	421 918
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	126 143	124 465
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	196
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	3 272	31 198
9	COMPTES DE REGULARISATION	37 901	1 442
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	1 022	1 022
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	459	482
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	69 724	70 909
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>718 807</b>	<b>730 295</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA

ETAT : MALI

2018/06/30

ML102

P

C date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	184 077	182 061
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	433 564	439 142
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	2 462	28 300
6	COMPTES DE REGULARISATION	32 216	14 530
7	PROVISIONS	656	656
8	EMPRUNTS ET TITRES SUBORDONNES	881	881
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	64 949	64 725
10	CAPITAL SOUSCRIT	34 595	34 595
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	3 523	3 523
12	RESERVES	4 090	5 580
13	ECARTS DE REEVALUATION	9 825	9 825
14	PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	5 411	8 698
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	7 505	2 504
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>718 807</b>	<b>730 295</b>

**HORS BILAN**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
 ETAT : MALI

2018/06/30

ML102  
CIBP  
LC

C date d'arrêté

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	12 915	17 031
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	87 709	87 641
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	141 518	148 027
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
 ETAT : MALI

2018/06/30

ML102  
CIBP  
LC

C date d'arrêté

(en millions de FCFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	29 370	16 735
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	15 076	8 996
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	14	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	9 472	4 973
5	COMMISSIONS (CHARGES)	1 370	493
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DE NEGOCIATION	-	-
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DE PLACEMENT ET ASSIMILES	8 684	1 330
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 617	2 158
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	433	88
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>34 277</b>	<b>15 618</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-	750
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	21 844	11 219
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	4 205	2 390
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>8 228</b>	<b>2 759</b>
15	COUT DU RISQUE	2 266	587
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>5 962</b>	<b>2 172</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	2 163	333
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>8 126</b>	<b>2 505</b>
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	621	0
20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>7 505</b>	<b>2 504</b>



**BILAN**

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : X

CIB : D0109

Etablissement : BSIC – MALI

ACTIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	1	3 898	5 719
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	2		
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3	381	492
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	4	125.245	123.584
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5	13.571	16.431
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	6	246	246
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7		
8	AUTRES ACTIFS	8	3.009	2.561
9	COMPTES DE REGULARISATION	9	218	610
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	10		
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11		
12	PRETS SUBORDONNES	12		
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13	902	1.031
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14	11.558	12.144
15	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>15</b>	<b>159.028</b>	<b>162.818</b>

**BILAN**

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : X

CIB : D0109

Etablissement : BSIC – MALI

PASSIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	1		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2	74.908	79.558
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3	59.046	58.028
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	4		
5	AUTRES PASSIFS	5	6.024	6.701
6	COMPTES DE REGULARISATION	6	1.361	1.116
7	PROVISIONS	7	604	612
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	8		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	9	17.085	16.803
10	CAPITAL SOUSCRIT	10	11.000	11.000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	11		
12	RESERVES	12	3.618	4.517
13	ECARTS DE REEVALUATION	13		
14	PROVISIONS REGLEMENTÉES	14		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	15		
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16	2.467	1.286
17	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17</b>	<b>159.028</b>	<b>162.818</b>

**HORS BILAN**

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU02

LC : X

CIB : D0109

Etablissement : BSIC – MALI

HORS BILAN	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		52.806	29.446
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1	6.106	7.517
ENGAGEMENT DE GARANTIE	2	46.700	21.929
ENGAGEMENTS SUR TITRES	3		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		56.578	80.851
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4		
ENGAGEMENT DE GARANTIE	5	56.578	80.851
ENGAGEMENTS SUR TITRES	6		

**COMPTE DE RESULTAT**

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU03

LC : X

CIB : D0109

Etablissement : BSIC – MALI

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	1	4,687	5,019
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	2.199	2.495
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	381	353
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	1.484	1.376
COMMISSIONS (CHARGES)	5		
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6		
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	-63	-44
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	19	185
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	90	57
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>4.218</b>	<b>4.337</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	2.301	2.610
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	13	192	424
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>1.725</b>	<b>1.303</b>
COUT DU RISQUE	15		
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>	<b>1.725</b>	<b>1.303</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17		122
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>1.725</b>	<b>1.425</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	128	139
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>1.597</b>	<b>1.286</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES ACTIFS	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
A1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	15 255	23 844
A2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	88 105	74 256
A3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	17 831	18 626
A4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	164 760	151 810
A5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	2 016	1 568
A6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	2 874	2 874
A7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
A8	AUTRES ACTIFS	1 702	999
A9	COMPTES DE REGULARISATION	487	4 160
A10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	108	165
A11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
A12	PRETS SUBORDONNES	106	106
A13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5	2
A14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 658	9 852
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>302 907</b>	<b>288 262</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES PASSIFS	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
P.1	BANQUES CENTRALES, CCP		
P.2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	138 800	88 204
P.3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	135 601	164 036
P.4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
P.5	AUTRES PASSIFS	10 161	4 827
P.6	COMPTES DE REGULARISATION	1 940	4 063
P.7	PROVISIONS	1 382	1 286
P.8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	2 227	2 282
P.9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	12 796	23 565
P.10	CAPITAL SOUSCRIT	22 000	22 000
P.11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	71	71
P.12	RESERVES	449	449
P.13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
P.14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
P.15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	1 146	9 725
P.16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	8 579	10 769
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>302 907</b>	<b>288 262</b>

**HORS BILAN**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>17 140</b>	<b>27 477</b>
<b>HB.1</b>	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5 564	16 063
<b>HB.2</b>	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	11 576	11 414
<b>HB.3</b>	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>495 915</b>	<b>519 658</b>
<b>HB.4</b>	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
<b>HB.5</b>	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	495 915	519 658
<b>HB.6</b>	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES COMPTE DE RESULTAT	Réf.	MONTANTS NETS
			30/06/2018
C.1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		6 028
C.2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		3 825
C.3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		-
C.4	COMMISSIONS (PRODUITS)		1 840
C.5	COMMISSIONS (CHARGES)		344
C.6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-)		-
C.7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-)		2 846
C.8	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES		214
C.9	CHARGES DES AUTRES ACTIVITES		-
C.10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10+1-+3+ 4+5+6+7+ 8-9</b>	<b>6 757</b>
C.11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
C.12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		4 699
C.13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		361
C.14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14+10+11- 12-13</b>	<b>1 697</b>
C.15	COUT DU RISQUE (+/-)		9 134

---

---

C.16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16=14+15</b>	<b>10 830</b>
C.17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES (+/-)		
C.18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18=16+17</b>	<b>10 830</b>
C.19	IMPOTS SUR LES BENEFICES		61
C.20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>20+18+19</b>	<b>10 769</b>

**BILAN**

**Etablissement : BCI MALI**  
**ETAT : MALI**

2018/06/30

D0147

N

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	7 948	9 120
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	49 765	40 438
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	900	343
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	95 447	84 316
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES		
8	AUTRES ACTIFS	581	2 448
9	COMPTES DE REGULARISATION	2 889	363
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	30	30
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		
12	PRETS SUBORDONNES		
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	600	549
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 275	2 327
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>162 435</b>	<b>139 934</b>

**BILAN**

**Etablissement : BCI - MALI**  
**ETAT : MALI**

2018/06/30

D0147A

N

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUES CENTRALES, CCP		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	65 291	45 488
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	74 305	74 317
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		
5	AUTRES PASSIFS	5 889	1 560
6	COMPTES DE REGULARISATION	1 866	1 117
7	PROVISIONS	500	547
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	14 574	16 905
10	CAPITAL SOUSCRIT	12 500	12 500
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL		
12	RESERVES	413	873
13	ECARTS DE REEVALUATION		
14	PROVISIONS REGLEMENTÉES		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)		2 539
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	1 661	993
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>162 435</b>	<b>139 934</b>

**HORS BILAN**

Etablissement : Banque BCI - MALI

ETAT : MALI

2018/06/30

D0147

N

Date d'arrêté

CIB

LC

POSTE	RUBRIQUES HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 681	755
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	18 536	20 954
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	75 604	83 898
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : BCI - MALI

ETAT : MALI

2018/06/30

D0147

N

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de FCFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 687	5 055
2	INTERETS CHARGES ASSIMILEES	2 519	2 060
3	REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES		
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	988	1 218
5	COMMISSIONS (CHARGES)	10	177
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATION DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS ET ASSIMILES		
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	81	34
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	13	
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	4 214	<b>4 070</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	335	324
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	1 749	<b>1 389</b>
15	COUT DU RISQUE	431	396

---

---

16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 318</b>	<b>993</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES		
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>1 318</b>	<b>993</b>
19	IMPOT SUR LES BENEFICES		
<b>20</b>	<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 318</b>	<b>993</b>



CIB : D0181  
Date d'arrêté : 30/06/2018  
Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

BILAN  
PU01

Nom  
Tableau  
Feuillet  
Reporting  
Société  
CIB  
Date d'arrêté

Bilan  
PU01  
Actif  
40 – Reporting publiables ML – Juin 2018  
ML181 – CORIS BANK INTERNATIONAL ML  
D0181 A  
30/06/2018

ACTIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			31/12/2017	30/06/2018
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	1	15 830	6 728
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	2	5 000	4 000
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3	36 511	21 519
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	4	91 543	93 158
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5	36 682	40 149
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	6	466	450
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7	0	
8	AUTRES ACTIFS	8	18 588	19 338
9	COMPTES DE REGULARISATION	9	128	344
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	10	15	15
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11	0	
12	PRETS SUBORDONNES	12	0	
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13	108	58
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14	1 023	2 365
15	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	15	<b>205 893</b>	<b>188 122</b>

CIB : D0181  
Date d'arrêté : 30/06/2018  
Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

BILAN  
PU01

Nom  
Tableau  
Feuillet  
Reporting  
Société  
CIB  
Date d'arrêté

Bilan  
PU01  
Actif  
40 – Reporting publiables ML – Juin 2018  
ML181 – CORIS BANK INTERNATIONAL ML  
D0181 A  
30/06/2018

PASSIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			31/12/2017	30/06/2018
1	BANQUE CENTRALE, CCP	1		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2	81 491	90 722
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3	104 398	75 114
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	4	0	0
5	AUTRES PASSIFS	5	1 866	5 424
6	COMPTES DE REGULARISATION	6	2 442	2 388
7	PROVISIONS	7	406	468

8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	8	0	
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	9	15 290	14 006
10	CAPITAL SOUSCRIT	10	11 000	11 000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	11	0	
12	RESERVES	12	378	788
13	ECARTS DE REEVALUATION	13	0	
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	14	0	
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	15	1 178	2 017
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16	2 735	201
17	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17</b>	<b>205 893</b>	<b>188 122</b>

CIB : D0181  
Date d'arrêté : 30/06/2018  
Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

HORS BILAN  
PU02

Nom  
Tableau  
Feuillet  
Reporting  
Société  
CIB  
Date d'arrêté

Bilan  
PU01  
Actif  
40 – Reporting publiables ML – Juin 2018  
ML181 – CORIS BANK INTERNATIONAL ML  
D0181 A  
30/06/2018

HORS BILAN		POSTE	MONTANTS NETS	
			31/12/2017	30/06/2018
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			<b>36 590</b>	<b>21 913</b>
ENGAGEMENTS	DE FINANCEMENT	1	9 035	7 375
ENGAGEMENT	DE GARANTIE	2	27 555	14 538
ENGAGEMENTS	SUR TITRES	3	0	
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			<b>101 461</b>	<b>89 243</b>
ENGAGEMENTS	DE FINANCEMENT	4	0	
ENGAGEMENT	DE GARANTIE	5	101 461	89 243
ENGAGEMENTS	SUR TITRES	6	0	

CIB : D0181  
Date d'arrêté : 30/06/2018  
Etablissement : CORIS BANK INTERNATIONAL ML

HORS BILAN  
PU03

Nom  
Tableau  
Feuillet  
Reporting  
Société  
CIB  
Date d'arrêté

Bilan  
PU01  
Actif  
40 – Reporting publiables ML – Juin 2018  
ML181 – CORIS BANK INTERNATIONAL ML  
D0181 A  
30/06/2018

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1	4 890	4 956
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	1 786	2 154
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	0	
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	1 623	1 438
COMMISSIONS (CHARGES)	5	578	745
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6	256	239
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	-66	-16
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	16	23
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	0	0
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>4 356</b>	<b>3 741</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11	0	
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	2 086	2 135
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	13	210	208
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>2 060</b>	<b>1 398</b>
COUT DU RISQUE	15	320	1 131
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>	<b>1 739</b>	<b>267</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17	0	0
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>1 739</b>	<b>267</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	466	66
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>1 273</b>	<b>201</b>

## FGHM BILANS

En millions F.CFA

POSTE	ACTIF	JUIN	JUIN
		2017	2018
1	<b>CAISSE BANQUE CENTRALE, CCP</b>	0	0
	Caisse	0	0
	Banque centrale et CCP	0	0
2	<b>EFFETS PUBLIC ET VALEURS ASSIMILEES</b>		
3	<b>CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>	<b>2 254</b>	<b>3 230</b>
	Expos Institutions financières (Dépôts courants)	253	151
	Expos Institutions financières (DAT)	1 995	2 995
	Expos Institutions financières (Intérêt DAT)	6	83
4	<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>131</b>	<b>124</b>
	Expos sur les entreprises ; dont :	0	0
	- PME assimilables à des entreprises		
	- Autres entreprises		
	Expos sur la clientèle de détail ; dont :	43	28
	- PME assimilables à la clientèle de détail		
	- Autres clientèle de détail	43	28
	* prêt consommation du personnel	11	28
	* Sinistre BCI	99	99
	* (provision sinistre BCI)	-99	-99
	Expos sur les prêts garantis par l'immob. Résid.	88	96
	- Prêts au personnel	88	96
	- Autres prêts		
	Expos sur les prêts garantis par l'immob. Commer.	0	0
	- PME		
	- Autres prêts		
5	<b>OBLIGATIONS ET LES AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	<b>149</b>	<b>126</b>
	Exposition sur les souverains	149	126
	- Emprunt Obligatoire	149	126
	- Autres titres		
6	<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	0	0
	Exposition sur les actionnaires		0
7	<b>AUTRES ACTIFS</b>	204	313
	Expos Dépôts et Cautionnement	2	2
	Expos Débiteurs Divers	202	311
	Débiteurs Divers Brut	224	330
	(Provision sur compte d'ordre et divers)	-22	-19
8	<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>107</b>	<b>1 719</b>
	Expos Comptes d'ordre et divers	107	210
	Expos Autres comptes d'actifs non pris en cpte		1 509
10	<b>PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME</b>		
11	<b>PART DANS LES ENTREPRISES LIEES</b>		
12	<b>PRETS SUBORDONNES</b>		
13	<b>IMMOBILISATION INCORPORELLES</b>	<b>11</b>	<b>54</b>
	Expos Immob. Incorp nettes d'amort (à déduire)	11	54
14	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	381	369
	Expos immob corp nettes d'amort.	381	369
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 237</b>	<b>5 935</b>

<b>PASSIF</b>			
1	<b>BANQUES CENTRALES, CCP</b>		
2	<b>DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		
3	<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTE</b>	<b>13</b>	<b>1 521</b>
	Emprunts Autres sommes dues client	13	1 521
4	<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>		
5	<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>193</b>	<b>156</b>
	Créditeurs divers	23	92
	Comptes d'attente	170	64
6	<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>3</b>	<b>25</b>
	Comptes de régularisation	3	8
	Fonds affectées	0	17
7	<b>PROVISIONS</b>	<b>132</b>	<b>143</b>
	Provisions pour risques et charge	132	143
8	<b>EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES</b>	<b>765</b>	<b>11</b>
	Comptes bloqués actionnaires	765	11
9	<b>CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>	<b>2 131</b>	<b>4 079</b>
10	<b>CAPITAL SOUSCRIT</b>	<b>1 156</b>	<b>3 036</b>
11	<b>PRIMES LIEES AU CAPITAL</b>		
12	<b>RESERVES</b>	<b>27</b>	<b>33</b>
	- Réserve sur le résultat	27	33
	- Autres réserves		
13	<b>ECART DE REEVALUATION</b>		
14	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
15	<b>REPORT A NOUVEAU (+/-)</b>	<b>937</b>	<b>954</b>
	Report nouveau +	112	141
	(Report nouveau)-		
	Fonds de garantie	825	813
16	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)</b>	<b>11</b>	<b>5</b>
	Résultat exerc +	11	5
	(Résultat exerc) -	0	0
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 237</b>	<b>5 935</b>

-----

**HORS BILAN : FGHM**

POSTE	HORS BILAN	MONTANT NETS	
		Jun 2017	2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	14 712	12 983
3	ENGAGEMENT SUR TITRE		
	<b>ENGAGEMENT RECUS</b>		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
6	ENGAGEMENT SUR TITRES		

## FGHM

En millions F.CFA

POSTE	COMPTE D'EXPLOITATION GENERAL	JUIN	JUIN
		2017	2018
1	<b>Intérêts et Produits Assimilés</b>	<b>64</b>	<b>88</b>
	Intérêts acquis sur comptes	59	84
	Intérêts sur emprunt Obligatoire	4	4
	Intérêt acquis sur prêts au personnel	1	1
2	<b>Intérêts et Charges Assimilés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Charges bancaires	0	0
	Charges sur opérations interbancaires		
	Intérêt sur hypothèques vendues		
	Charges sur dépôts de la clientèle		
	Charges sur émission emprunt		
3	<b>Revenu sur titre et revenu variable</b>		
4	<b>+ COMMISSIONS (PRODUITS)</b>	<b>118</b>	<b>167</b>
	Commission sur vente créances hypothécaires	0	0
	Commission sur engagement de garanties	1	0
	Commission sur engagement Co-garantie Hypo	0	0
	Commission sur engagement Prêts Cmtion	2	2
	Commission sur engagement Log Sciaux	115	165
	Commission sur Cautions	0	0
	Commission sur création titre	0	0
	Frais de dossier et de suivi	0	0
	Produits d'intermediation	0	0
5	<b>- COMMISSIONS (CHARGES)</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	<b>PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION</b>		
7	<b>PORTEFEUILLE DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>		
8	<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2</b>	
9	<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		
10	PRODUITS NET BANCAIRE	183	246
11	<b>SUBVENTION D'INVESTISSEMENT</b>		
12	<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>199</b>	<b>282</b>
	Frais de personnel	87	96
	Achats non stockés mat. Et fournitures	3	4
	Taxes et Impôts	10	15
	Autres charges	99	167
13	<b>INCOR ET CORP</b>	<b>33</b>	<b>19</b>
	Dotations aux amortissements et aux provisions	33	21
	+ Reprises d'amortissements et de provisions	0	2
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 49</b>	<b>- 55</b>
15	<b>COUT DU RISQUE (Dot ou repr. sur dépréc.)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 49</b>	<b>- 55</b>
17	<b>GAINS OU PERTES NETS ACTIFS IMMOB.</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>SUBVENTION D'EXPLOITATION</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>11</b>	<b>5</b>
19	<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>0</b>	
20	<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>11</b>	<b>5</b>

**FGSP****1. BILAN :**

Il porte sur la situation comparée des données comptables entre le 31 décembre 17 et le 30 juin 18.

**1.1 Actif**

POSTE	ACTIF	Montants Nets	
		31/12/2017	30/06/2018
1	<b>Caisse Banque Centrale CCP</b>	-	-
2	Effets publics et Valeur Assimilées	-	-
3	Créance Interbancaires et Assimilées	21 852	22 102
4	Créances sur la Clientèle	-	-
5	Obligations et Autres Titres à Revenu Variable	500	506
6	Actions et Autres Titres à Revenu Variable	-	-
7	Actionnaires ou Associés	150	-
8	Autres Actifs	<b>180</b>	4
9	Comptes de Régularisation	205	260
10	Participations / Autres Titres détenus à long termes	-	-
11	Parts dans les Entreprises liées	-	-
12	Prêts Subordonnés	-	-
13	Immobilisations Incorporelles	6	51
14	Immobilisations Corporelles	932	962
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>23 825</b>	<b>23 885</b>

**1.2 Passif**

POSTE	PASSIF	Montants Nets	
		31/12/2017	30/06/2018
1	<b>Caisse Banque Centrale CCP</b>	-	-
2	Dettes interbancaires et assimilées	-	-
3	Dettes à l'égard de la clientèle	700	705
4	Dettes représentées par un titre	-	-
5	Autres passif	182	77
6	Comptes de régularisation	11 543	11 547
7	Provisions	285	384
8	Emprunts et titres émis subordonnés	4 482	4 482
9	Capitaux propres et les ressources assimilées	-	6 691
10	Capital souscrit	5 961	5 927
11	Primes liées au capital	45	80
12	Réserves	87	98
13	Ecart de réévaluation	-	-
14	Provisions règlementées	-	-
15	<b>Report à nouveau</b>	464	525
16	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>76</b>	<b>61</b>
	<b>Total Passif</b>	<b>23 825</b>	<b>23 885</b>

**II. HORS BILAN**

POSTE	HORS BILAN	Montants Nets	
		31/12/2017	30/06/2018
1	Engagements de Financement	-	-
2	Engagements de Garantie	9 851	9 527
3	Engagements sur Titres	-	-
4	Engagements sur Opérations en devise	-	-
5	Engagements sur Instruments Financiers..	-	-
6	Autres Engagements	-	-
7	Engagements Douteux	253	1 058
	<b>Total Hors bilan</b>	<b>10 104</b>	<b>10 585</b>

**III. COMPTE DE RESULTAT :**

Il porte sur la situation comparée des données comptables entre le 30 juin 17 et le 30 juin 18.

POSTE	PRODUITS/CHARGES	Montants Nets	
		30/06/2017	30/06/2018
1	<b>Intérêts et Produits Assimilés</b>	493	506
2	Intérêts et Charges Assimilés	1	1
3	Revenus des Titres à Revenus Variable	6	16
4	Commissions (Produits)	<b>76</b>	168
5	Commissions (Charges)	-	-
6	Gains ou Pertes Nets Opérations Portefeuilles Négociation	-	-
7	Gains ou Pertes Nets Opérations Portefeuilles placements assimilés	-	-
8	Autres produits d'exploitation bancaire	-	5
9	Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
10	Produits net bancaire	574	695
11	Subventions d'investissement -	-	-
12	Charges générales d'Exploitation	435	497
13	Dotation Amort Dépréciations Immob Incorp/Corp	60	29
14	<b>Résultat brut d'Exploitation</b>	<b>139</b>	<b>168</b>
15	<b>Coût du Risque</b>	-	106
16	<b>Résultat d'Exploitation</b>	<b>139</b>	<b>61</b>
17	<b>Gains ou Pertes Nets sur Actifs Immobilisée</b>	-	-
18	<b>Résultat avant impôts</b>	139	61
19	<b>Impôts sur les bénéfiques</b>	42	18
20	<b>Résultat Net</b>	<b>97</b>	<b>43</b>